

Burundi : trois jeunes pro-régime tués par l'explosion d'une grenade

@rib News, 18/05/2017 Source AFP Trois membres des Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, ont été tués et deux blessés par l'explosion d'une grenade mercredi soir dans un quartier du sud de Bujumbura, a-t-on appris jeudi auprès de témoins et de la police. Ces Imbonerakure ("Ceux qui voient de loin" en kirundi, la langue nationale), un mouvement que l'ONU qualifie de milice, étaient réunis dans une maison de Gikoto, dans le quartier de Musaga, "lorsque on a entendu une explosion vers 20h00 (18h00 GMT)", a expliqué un témoin.

Cette maison leur servait de quartier-général et ils s'y retrouvaient presque tous les soirs, selon plusieurs témoins. "Tout de suite des dizaines de policiers, des soldats et des agents du SNR (Service national de renseignement, ndr) ont accouru (...) Nous nous sommes terrés dans nos maisons par peur de représailles éventuelles", a ajouté le même témoin, joint par téléphone et ayant requis l'anonymat. Le commissaire municipal de la police, Bonfort Ndoreraho, a confirmé à la presse que ces victimes étaient des Imbonerakure et précisé que l'auteur de l'attaque n'était "pas encore connu". Une source policière contactée par l'AFP a cependant expliqué qu'il était difficile de déterminer les circonstances exactes de l'incident et de savoir s'il s'agissait "d'une attaque extérieure ou d'un accident". Le quartier de Gikoto est resté bouclé par la police et l'armée toute la nuit et tous les hommes ont été rassemblés sur un terrain vague selon des journalistes et des témoins. Le Burundi traverse une grave crise politique marquée de violences depuis la candidature en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. Ces violences ont déjà fait de 500 morts à 2.000 victimes, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais. Les Imbonerakure sont accusés par les ONG locales, internationales et l'ONU d'être responsables aux côtés de la police, des services secrets et de l'armée, des graves violations des droits de l'homme commises depuis avril 2015, dont de nombreux cas de viols.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});